

Pollution atmosphérique

ISSN : 2268-3798

Publisher : Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique

227 | 2015

Varia

Interview de Hindou Oumarou Ibrahim

Entretien mené par M. Beekmann

Hindou Oumarou Ibrahim

 <https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5254>

DOI : 10.4267/pollution-atmospherique.5254

Electronic reference

Hindou Oumarou Ibrahim, « Interview de Hindou Oumarou Ibrahim », *Pollution atmosphérique* [Online], 227 | 2015, Online since 01 décembre 2015, connection on 27 février 2026. URL : <https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5254>

Copyright

CC-BY

Interview de Hindou Oumarou Ibrahim

Entretien mené par M. Beekmann

Hindou Oumarou Ibrahim

TEXT



Hindou Oumarou Ibrahim, 31 ans, est née à N'Djamena (Tchad), elle est membre de la communauté des Peuls M'Bororo du Tchad. Or, chez ce peuple d'éleveurs peuls, les filles sont mariées à 12 ans et n'apprennent ni à lire, ni à écrire. Leur existence est vouée aux enfants, au bétail, à la survie de la famille. Mais la mère de Hindou Oumarou Ibrahim, contre l'avis de sa communauté, contre l'avis de son mari, a décidé que ses cinq enfants iraient à l'école. Pour payer les frais et les fournitures scolaires, elle vend ses vaches une à une. Forte de ce modèle, Hindou Oumarou Ibrahim prend conscience que la solidarité entre femmes et l'action concrète peuvent tout changer. En 1999, à l'âge de 15 ans, elle crée l'Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad (AFPAT) qui se bat pour la survie de son peuple. Hindou a décidé de se faire la voix de ce peuple trop souvent oublié au sein de son propre pays. Grâce à elle, pour la première fois, des communautés nomades sont représentées dans les négociations internationales sur le climat. En 2009, son plaidoyer vibrant lors de la conférence de Copenhague avait déjà marqué les esprits : « Vous, vous en parlez, nous, on le vit ; nous sommes déjà dans le tunnel de la mort ». Quatre ans plus tard, la situation a peu évolué, mais Hindou n'a pas perdu de son énergie, elle parcourt le monde pour représenter les peuples sahéliens et sera à Paris dans les coulisses de la COP-21.

1 Peuple nomade, les M'Bororo tirent leurs revenus de leurs cheptels : la taille de leur bétail conditionne leur richesse. Observateurs de la nature, ils sont les témoins, depuis maintenant plusieurs années, des changements de plus en plus rapides de leur environnement : bouleversement du rythme des saisons, sécheresses et inondations, diminution de leurs cheptels, disparition d'espèces ou apparition de nouvelles maladies comme la fièvre typhoïde, le paludisme ou le choléra... Pour échapper aux impacts du dérèglement climatique, les Peuls sont obligés de migrer toujours plus loin, ce qui n'est pas sans causer de violents conflits avec les communautés sédentaires.

2 ***Dans quelles circonstances a été créée l'AFPAT ?***

3 Le but premier de l'association est de protéger les droits des communautés autochtones, sous toutes leurs formes. Mais ça n'a pas été facile ! L'association a été créée en 1999, mais l'autorisation officielle de fonctionnement ne nous a été accordée qu'en 2005. Dès qu'on prononçait le mot « communauté », l'autorisation officielle nous était refusée. On nous a recommandé d'accentuer le thème de la protection de la femme pour faire accepter l'association, mais nous incluons tout le monde dans notre action. Nous travaillons sur nos droits et sur la protection de l'environnement, sans les différencier. Pour nous, la protection de l'environnement, c'est un droit, car notre vie entière dépend de l'environnement. On ne concentre donc pas toutes nos actions sur les femmes, mais ça nous a permis de détourner l'attention.

4 ***Pourquoi le gouvernement a-t-il été si réticent ?***

5 Notre communauté est très marginalisée. De par notre mode de vie nomade, nous sommes exclus des programmes gouvernementaux et de la prise de décision. Aujourd'hui, à cause de la malnutrition, du manque d'accès aux soins, à l'eau potable ou à l'éducation, de plus en plus de Peuls sont obligés de se sédentariser et de s'urbaniser, et vont grossir les rangs des chômeurs dans les grandes villes. Cela met en danger la langue et la mémoire peules.

6 ***Vous avez écrit un très beau texte, La fille peule autochtone du Tchad, qui décrit les conditions de vie difficiles des femmes au Tchad – prisonnières des coutumes traditionnelles, elles sont cantonnées aux tâches ménagères, sont souvent mariées très jeunes et ne***

participent guère à la prise de décision. Œuvrez-vous toujours pour le droit des femmes ?

7 Oui, bien sûr, cela reste encore une partie importante de notre travail ! Mais notre stratégie est de travailler avec les hommes. On ne peut atteindre les femmes sans préparer les hommes et passer par eux, surtout dans une communauté conservatrice comme la nôtre. Pour faire passer des messages aux femmes, il faut commencer par faire réfléchir les hommes, créer un lien social entre hommes et femmes, qui peuvent alors discuter de cette question : la femme peut alors commencer à s'imposer. On privilégie d'abord le dialogue entre les hommes et les femmes, pour ensuite essayer de faire évoluer le cadre légal. Ce qui bloque la situation, c'est le comportement des hommes ! Par exemple, le code de la femme et de la famille est bloqué depuis plus de quatre ans, les discussions sont au point mort et on ne sait même pas comment commencer les négociations ! Ça va faire maintenant quatre ans qu'il est dans les cartons.

8 **Pouvez-vous donc nous détailler vos actions dans vos différents domaines d'activité ?**

9 Nous travaillons d'abord à des programmes pour la promotion des droits de l'homme en général et les droits de peuples autochtones en particulier, avec, à l'intérieur, le droit des femmes et des enfants, et enfin la protection de l'environnement. Nous basons nos efforts sur les trois conventions des Nations unies sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification. On s'intéresse beaucoup à la conservation des espèces, à nos médecines et connaissances traditionnelles, pour s'assurer que la biodiversité est bien protégée...

10 **Oui, car vos connaissances traditionnelles sont particulièrement importantes pour votre communauté, votre mode de vie et votre identité...**

11 Exactement. La convention de la biodiversité nous aide beaucoup car elle concerne directement notre savoir-faire traditionnel. Depuis le protocole de Nagoya, nous avons droit au partage équitable des avantages de l'exploitation de nos ressources. Mais comme il a été adopté en 2010, tous les pays ne l'ont pas encore adopté. On est également menacé par l'avancée du désert, qui met en danger l'écosystème qui est le nôtre et duquel nous vivons. Le Tchad est déjà un pays à moitié

désertique, et le désert avance au détriment de la forêt. Pour nous, tout est lié : biodiversité, désertification et lutte contre le changement climatique. Aussi, le point fort de notre lutte contre le changement climatique concerne principalement l'adaptation des populations nomades, grâce aussi bien aux connaissances traditionnelles qu'aux connaissances scientifiques. Nous avons organisé de grands ateliers pour organiser un lobby communautaire face au gouvernement, relayé au niveau international par des ONG occidentales pour les Nations unies. Le but est de faire comprendre que nos communautés sont les premières impactées par le changement climatique, l'une de ses premières victimes, mais qu'elles ont aussi beaucoup à partager. Nos connaissances ont été développées depuis des millénaires et nous permettent de survivre sans l'aide de personne. Elles sont vitales pour nous. Comment les améliorer et les mettre à disposition des autres pour qu'ils puissent également mieux s'adapter ? C'est la question à laquelle nous avons voulu répondre dans le cadre de nos ateliers, où nous avons tenté de mettre en contact les météorologues scientifiques et les détenteurs de ces connaissances traditionnelles.

12 ***Votre but est donc de permettre un mariage entre connaissances traditionnelles et science ?***

13 Les agences météorologiques font des prévisions pour demain ou pour la semaine prochaine, mais ils ne nous transmettent pas les informations essentielles : prévoir quand et où il va pleuvoir, afin de décider quand cultiver ou quand aller en pâturage.

14 ***Vos savoir-faire vous permettent-ils de développer un service météorologique traditionnel pour mettre au point vos propres prévisions ?***

15 Oui, absolument ! Ces services météorologiques, nous les avons déjà traditionnellement. Ils nous permettent de faire des prévisions journalières, hebdomadaires, mensuelles, annuelles... Nous utilisons la faune et la flore : la reproduction des insectes et des lézards, les fleurs et les fruits des arbres, le jus dans les noix, la production de certaines herbes, la forme des feuilles, le déplacement des oiseaux... Nous étudions aussi la direction des vents, les tourbillons, leur direction, leur chaleur... Et aussi les étoiles, leur déplacement, la position de la lune, du soleil, les différentes sortes de nuages... Pour nos prévisions journalières, nous regardons si le vent est chaud ou froid, ou s'il

vient du nord, si les insectes sortent leurs œufs, nous étudions leur déplacement. Ça nous permet de déterminer la quantité de pluie, si on aura une grosse pluie ou non. Pour les prévisions mensuelles, nous regardons les étoiles, qui nous permettent de prédire précisément combien de jours il nous reste avant une certaine saison. Grâce aux fruits et à leur quantité, on peut savoir si l'année prochaine sera bonne ou mauvaise. Les météorologues ont du mal à faire des prévisions aussi précises. Je l'ai constaté même à Paris et en Europe, alors imaginez chez nous, là où la technologie est plus limitée !

16 ***Ainsi, vos prévisions vous sont bien plus utiles que celles des météorologues scientifiques ?***

17 Oui, surtout car nous n'avons jamais eu le privilège de profiter des prévisions des météorologues, nous n'avons ni télé, ni radio et nous déplaçons constamment... C'est pour ça que l'AFPAT a essayé de créer un pont entre ces deux mondes. On a invité les météorologues dans les communautés nomades, et ils se sont déplacés avec nous et ont discuté normalement avec nous, comme des amis. Puis on a fait le chemin inverse en amenant les communautés en ville, chez les météorologues. Maintenant, le lien de confiance est établi, et on a pu commencer à discuter sérieusement. Finalement, les météorologues eux-mêmes ont compris l'intérêt des connaissances des communautés, qui sont plus détaillées et s'appuient sur différentes sources. Les météorologues, eux, se basent seulement sur les nuages et certaines connaissances astrologiques scientifiques, mais pas sur l'observation de l'environnement. Ce projet, nous l'avons mené en coopération avec l'UNESCO. Maintenant, les météorologues essaient de choisir une ou deux connaissances autochtones pour essayer de l'analyser et la confirmer scientifiquement. Mais c'est compliqué, car souvent, cela relève tout simplement d'une autre logique et ne correspond pas toujours à leur standards « $1 + 1 = 2$ ». Ensuite, ils prévoient de publier un article scientifique. Pour nous, cela rentre aussi dans le cadre de la convention de la biodiversité et de la convention « accès et partage des avantages » de Nagoya : s'ils utilisent une des connaissances des communautés, qu'ils la vérifient, qu'elle est valable, et qu'ils en font un article scientifique, il faut que ces bénéfices soient partagés par les communautés.

18 ***Mais sous quelle forme, par exemple ?***

19 Eh bien, par exemple, de ne pas se limiter aux grandes villes pour leur prévision, de nous en faire part et de partager à leur tour leurs connaissances : par exemple, nous prévenir s'il y aura une sécheresse l'année prochaine... Maintenant que le changement climatique devient de plus en plus sévère, il devient aussi plus difficile pour les communautés de faire appel à leurs connaissances de l'environnement : les animaux ont changé de comportement, certaines plantes ont disparu et certaines connaissances ne sont donc plus valables. Il nous faut plus de temps pour tout comprendre. Mais si les savoirs traditionnels et scientifiques se complètent, nous pouvons rendre notre adaptation plus facile et augmenter la résilience communautaire. Ça ne sera pas le cas si chacun reste de son côté, c'est donc ce qu'on essaie de demander en contrepartie.

20 ***Dans ce cadre, êtes-vous aussi en lien avec des climatologues locaux ?***

21 Oui, bien sûr, nous avons aussi invité, en plus des météorologues, des climatologues, les agro-météorologues... Ils participent aussi au programme.

22 ***Ainsi, ces savoirs, qui sont si importants pour la survie de votre communauté et votre adaptation face au changement climatique, sont-ils en train de disparaître à cause de ce même changement climatique ?***

23 Oui, on observe effectivement un vrai changement du comportement des animaux et des oiseaux, tellement rapide qu'on ne peut plus analyser ces données. On ne peut aussi plus prévoir quand va arriver la saison des pluies. Normalement, au Tchad, elle a lieu de mai à juin. Cette année, on a commencé à avoir de la pluie seulement en août, et elles étaient très intenses, très dures, ont provoqué des inondations. Nous avons besoin de petites pluies qui permettent la pénétration de l'eau dans le sol, qui font pousser les pâturages et les récoltes... Depuis maintenant plus de deux ans, nous n'avons plus que des inondations qui emportent tout, les cultures et les herbes... ou bien les font pourrir. Ou alors, nous avons la sécheresse. On se sait plus quoi ou quand cultiver. Si nous décidons de cultiver, le soleil va assécher nos récoltes, mais si on ne cultive rien, on risque la famine. On ne peut plus rien prévoir.

24 ***Vous oscillez ainsi sans cesse d'un extrême à l'autre, de l'inondation à la sécheresse...***

25 Voilà ! C'est ce qui s'est passé l'année dernière. Cette année-là, tout le monde a commencé à s'inquiéter, et comme les gens, au Tchad, sont en majorité musulmans, il y a eu beaucoup de sacrifices, de prières pour la pluie à la télé et à la radio, dans la capitale, à N'Djamena. Nous, nous étions un peu mieux préparés car nous savions que la saison allait arriver, mais un peu tard.

26 ***Enfin, il vous est plus facile de vous adapter, si vos connaissances vous offrent de meilleures prévisions, que les populations sédentaires !***

27 Nous avons peut-être plus de connaissances mais nous n'avons pas plus de moyens ! C'est cela, le vrai problème. De plus, les communautés sédentaires n'ont pas forcément notre niveau de compréhension de la nécessité de l'adaptation. Maintenant, les parcours des transhumants et les terres cultivables sont presque mélangés... Les agriculteurs cultivent en grande partie sur le trajet des nomades, qui vont piétiner les récoltes s'ils passent par là. Tout cela est la cause de conflits communautaires parfois sévères ! Il y a moins de deux mois, il y a eu des morts des deux côtés. Maintenant que les problèmes de gestion des ressources naturelles se font plus graves, cela arrive de plus en plus souvent et cela va souvent jusqu'au meurtre.

28 ***Ces conflits sont-ils le reflet d'une méfiance antérieure entre communautés, ou sont-ils dus aux problèmes de ressources qui s'accroissent ?***

29 Il y a toujours eu un peu de méfiance, mais ça s'aggrave à cause du changement climatique. Les droits des cultivateurs sont reconnus dans le pays, car ils sont sédentaires, ont des villages, sont plus facilement contrôlables... Tandis que nous, nous sommes nomades et mobiles, nous faisons des parcours sur des grandes distances. Les parcours des transhumants sont bousculés. Les bœufs sont constamment obligés de contourner les champs, même s'ils faisaient partie du parcours initial. Sinon, les cultivateurs portent plainte, accusent nos animaux d'avoir mangé leur production, et les nomades seront directement condamnés. Les autorités ne cherchent pas à savoir si l'agriculteur cultive sur la terre de parcours des transhumants.

30 ***Ces violences communautaires sont donc exacerbées par le changement climatique ?***

31 Oui. Au début, les parcours et la délimitation des terres étaient bien tracés. Mais à cause du changement climatique, une crise communautaire est en train d'exploser. Il y a aussi des conflits pour l'eau et l'accès aux lacs. En saison sèche, les transhumants doivent conduire leur bétail se baigner au fleuve, mais maintenant, autours de ces lacs, il y a des jardins privés partout. C'est pour les sédentaires une façon de s'adapter, mais en piétinant nos droits. L'accaparement des terres et l'identité des territoires deviennent un vrai problème.

32 ***Mais finalement, votre mode de vie mobile n'est-il pas aussi une façon pour vous de vous adapter plus facilement ?***

33 Oui, effectivement, notre mode de vie nomade nous permet d'une façon de nous adapter naturellement, mais aussi de protéger l'environnement, en permettant la diversification de la biodiversité et de tous les écosystèmes. En nous déplaçant, nous pesons moins sur la biodiversité d'une zone particulière. Souvent, des parcs interdits d'accès sont créés dans d'anciennes zones de pâturages, dans le but de préserver l'environnement. Mais à cause des inondations et des sécheresses de plus en plus fréquentes, les fruits des arbres ne peuvent plus se déplacer, des espèces disparaissent et les plantes qui savent le mieux s'adapter deviennent dominantes. La forêt perd ainsi sa biodiversité, ce qui compromet la survie des oiseaux, des animaux, des insectes... C'est une chaîne très fragile. Nous, nous enrichissons le sol naturellement grâce aux déchets organiques de nos animaux, et nous n'utilisons pas toutes les ressources d'un endroit, car quand elles commencent à se raréfier, nous partons. En saison de pluie, nos campements durent entre une et trois semaines, et presque trois mois en saison sèche, autour d'un lac ou d'un fleuve, ce qui permet de régénérer la biodiversité et de fertiliser le sol. C'est la différence entre les modes de vie mobile et sédentaire. Pour les cultures, on coupe des arbres pour créer des champs et on affaiblit la terre avec des fertilisants et des pesticides. À cause du changement climatique, on augmente l'utilisation de la chimie pour avoir un peu de récolte, ou on coupe les arbres d'un autre champ. Avant, les agriculteurs attendaient le passage des transhumants et de leurs bêtes pour fertiliser,

pour ensuite cultiver. Ils communiquaient entre eux pour prévoir le passage des transhumants et la culture.

34 ***Il y avait donc une communication entre communautés, qui a aujourd'hui disparu ?***

35 Aujourd'hui, cette entente est très rare, car tout est dérégulé. Plus personne ne sait quand cultiver ou récolter, et les transhumants ne peuvent pas non plus se permettre d'attendre que les autres se décident. Eux aussi doivent chercher les pâturages restants.

36 ***Y a-t-il des efforts pour tenter de résoudre ces conflits ?***

37 Oui, tous nos plaidoyers ont un peu payé, car le ministère de l'Élevage a maintenant une direction du pastoralisme et du développement pastoral. Avant, la loi appliquée datait de 1754, c'était une loi française et coloniale ! Elle n'était évidemment plus adaptée. Après un lobbying de plusieurs années, le code pastoral a finalement été adopté le mois dernier. Ce n'est pas parfait, mais nous sommes quand même heureux que la réforme ait été adoptée.

38 ***Que contient cette réforme ?***

39 Elle reconnaît que le système pastoral est un mode de vie, une identité à part entière et qu'il permet également de protéger l'environnement. Les couloirs de transhumance ont été officiellement réouverts, les zones de stationnement ont été classées, et les cultivateurs ont maintenant interdiction d'y cultiver. Mais il reste encore beaucoup de travail pour appliquer le texte !

40 ***Et ces limites vous conviennent-elles ?***

41 Non, pas exactement, mais elles sont officiellement reconnues, ce qui est déjà un grand pas. Elles permettront peut-être de faciliter la paix entre les communautés. Par contre, il faudrait aussi inclure le changement climatique dans les textes. Et la mise en œuvre du code ne sera sûrement pas facile.

42 ***La reconnaissance des Peuls dans les textes officiels n'est-elle pas une grande victoire pour les peuples autochtones ?***

43 Oui, c'est un grand progrès. La lutte que nous avons menée a un peu payé. L'outil qui nous a le plus aidé est la cartographie participative à trois dimensions, que nous avons développée pour aider à la gestion

des ressources naturelles et la prévention des conflits. C'est un instrument qui permet de partager nos connaissances sur notre environnement et favorise la participation des communautés à la prise de décision et à la planification.

44 ***Comment a-t-il été mis en place et en quoi est-il participatif ?***

45 Après notre premier plaidoyer, nous avons décidé de réaliser cette cartographie pour mettre nos connaissances en pratique sur une carte. C'est aussi une des formes de mariage entre connaissances traditionnelles et scientifiques que nous prônons : nous avons utilisé une base géographique bien identifiée, en respectant les courbes de niveau, les échelles... Nous avons rassemblé toute la communauté, ainsi que d'autres participants venus de partout pour apprendre le processus. Tout d'abord, nous avons demandé aux hommes de placer les premiers repères sur la carte vierge, puis aux femmes, de corriger ce qui avait été fait : « tel arbre est plutôt placé ici », « la forêt contourne plutôt par là »... Les jeunes sont ensuite venus apprendre des plus âgés, parler du changement de l'environnement et des parcours des transhumants. L'outil favorise ainsi le dialogue intergénérationnel et permet de voir les changements détaillés et à l'œil nu. Une fois la carte prête, il a été facile de constater là où les zones agricoles débordent sur les zones pastorales. Cela nous a permis de régler à l'amiable certains conflits avec les agriculteurs, et de leur prouver qu'ils étaient dans leur tort. Pour la première fois, raison a été donnée aux nomades. On peut ainsi plus facilement prévenir les différends, en répartissant les zones de culture et de pastoralisme. Cela permet de remettre en place un certain dialogue intercommunautaire.

46 ***Vos activités au niveau national sont donc diverses, mais avez-vous également des programmes d'action au plan international ?***

47 Oui, nous participons aussi aux différentes négociations internationales sur la biodiversité, la désertification et le changement climatique, aux COP, aux conférences techniques des différents groupes, aux sessions intermédiaires... Nous essayons de faire un pont entre les différentes échelles, en présentant au niveau local la situation internationale et inversement. Nous vérifions si l'État tchadien respecte les conventions qu'il a accepté de ratifier. Nous demandons des comptes aux pays développés sur leur engagement de réduction

des émissions. Nous voulons leur faire comprendre à quel point nous sommes impactés et que leurs efforts sont essentiels : pour nous, c'est une question de survie. Ils doivent prendre leurs responsabilités en main, et le faire maintenant. Par exemple, on parle beaucoup du financement du Fonds vert, mais pour l'instant, il est comme une coquille vide. On a vu à Varsovie que les pays étaient réticents, et les engagements financiers n'étaient pas respectés. Tant mieux si le Fonds vert a été créé, mais il nous faut des fonds additionnels, non déviés des fonds dédiés au développement. Il faut que ce climat soit intégré à la logique de développement.

AUTHOR

Hindou Oumarou Ibrahim

Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad